Ban Ki-moon est arrivé au Burundi, sa première visite depuis le début de la crise

@rib News, 22/02/2016 â€“ Source AFP Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon est arrivé lundi après-midi à Bujumbura (photo à sa descente d'avion), pour sa première visite au Burundi depuis le début de la crise politique dans ce pays en avril 2015. Au cours de cette visite de 24 heures, M. Ban devrait tenter mardi matin de convaincre le président burundais Pierre Nkurunziza d'ouvrir avec son opposition des pourparlers de sortie de crise, actuellement au point mort.

Des centaines de soutiens du pouvoir, dont de nombreux membres des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti présidentiel, ont été acheminés par bus jusqu'à la route qui mène de l'aéroport de Bujumbura à l'hôtel où va résider le secrétaire général de l'ONU, sur la rive du lac Tanganyika. D'ici sa rencontre avec le président Nkurunziza mardi matin M. Ban devrait s'entretenir, selon son programme officiel, avec des responsables de partis politiques, des ONG installées au Burundi, ainsi que le ministre des Relations extérieures Alain-Aimé Nyamitwe. "C'est une visite très importante car on espère que le secrétaire général de l'ONU va peser de tout son poids sur le président Pierre Nkurunziza pour qu'il accepte enfin un dialogue inclusif et sans condition avec toute son opposition", a expliqué à l'AFP un haut fonctionnaire de l'ONU, sous couvert d'anonymat. Quelques heures avant l'arrivée de M. Ban, la capitale burundaise a été le théâtre de nouvelles attaques à la grenade, lancées par des inconnus circulant à moto. Deux grenades ont explosé dans deux marchés du nord de la ville, faisant au moins deux morts et une dizaine de blessés. Une troisième grenade n'a pas fait de victimes. Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du président Nkurunziza à un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, qui a poussé plus de 240.000 Burundais à l'exil, alors que des milliers d'autres ont été arrêtés et que les forces de l'ordre sont accusées d'exécutions extrajudiciaires.